

Les opinions des jeunes adultes sur le rôle social de l'État ont-elles changé depuis la crise de 2008 – *Adrien Papuchon*

[Lien vers l'article](#)

L'article en une page

o Question clé

Nouveaux entrants et derniers entrés sur le marché du travail, les jeunes ont subi avec la crise de 2008, une forte hausse de leur taux de chômage dans de nombreux pays. En même temps, les supports dont ils peuvent bénéficier ont pu se réduire, qu'il s'agisse des aides reçues de leurs familles ou des transferts publics. Les politiques sociales contribuent en effet fortement à la manière dont se déroule la transition vers l'âge adulte et à la façon dont les jeunes et leur entourage la vivent. Comment l'expérience de la crise a-t-elle affecté leurs opinions sur le rôle de l'État ? Les divergences d'opinion sur le rôle de l'État selon l'âge se sont-elles creusées dans les années qui ont suivi la crise ? Les évolutions sont-elles comparables dans différents pays ?

o Méthodologie

Pour répondre à ces questions les données issues du programme international d'enquêtes sociales (ISSP), dont les vagues de 2006 et 2016 ont été consacrées au rôle de l'État, sont mobilisées. Elles permettent de couvrir 14 pays : France, Allemagne, Espagne, Finlande, Suède, Norvège, États-Unis, Royaume-Uni, Nouvelle Zélande, Suisse, Hongrie, République tchèque, Slovaquie et Lettonie. Les différences de contexte sont prises en compte à travers typologie des régimes d'État-providence d'Esping-Andersen. L'analyse descriptive des évolutions est complétée par un test d'effets d'interaction afin de préciser effets d'âge, effets de période et effets de génération

o Résultats

- Entre 2006 et 2016, l'opinion des jeunes évolue pratiquement partout en faveur d'un élargissement de l'intervention de l'État et d'une hausse des dépenses sociales. Excepté en Allemagne, en Espagne (augmentation des dépenses) ou en Suède (restriction du rôle du gouvernement), il ne s'agit pas de la poursuite de tendances antérieures. Sous l'effet de la crise, on constate un mouvement d'adhésion accrue des jeunes à l'intervention de l'État, sauf dans les pays scandinaves.

- Parmi les personnes de 65 ans ou plus, les évolutions sont plus contrastées entre les pays et ont conduit dans la plupart des cas à un rapprochement entre les opinions des jeunes adultes et celles de leurs aînés. On ne peut cependant pas parler d'évolution parallèle des opinions – sauf dans le cas de la Suède.

L'introduction d'une interaction entre l'année d'enquête et la classe d'âge permet de vérifier que l'effet de la crise sur la demande croissante d'intervention publique est plus important chez les jeunes adultes que chez les seniors. Le clivage intergénérationnel tend à s'estomper dans les pays des régimes conservateurs et méditerranéen.

- Les résultats en général tendent à valider l'hypothèse selon laquelle les personnes en situation plus favorable, qui bénéficient moins de l'intervention de l'État, soutiennent moins cette intervention

- L'opinion sur le rôle de l'État et les dépenses sociales dépend aussi du contexte national. On note une poussée de la demande de réduction des inégalités économiques dans les pays libéraux, un recul du rôle attendu de l'État en Finlande et Norvège, mais pas en Suède.

- Le faisceau de résultats tend à confirmer que l'écart d'opinions entre classes d'âge varie en fonction du contexte national, mais pas dans le sens suggéré par l'approche en termes de régime de protection sociale, selon lequel les écarts devraient être faibles dans les régimes socio-démocrates et libéraux. De fortes divergences sont observées dans des pays habituellement considérés comme proches : entre la France et l'Allemagne, entre la République tchèque et les autres pays d'Europe centrale et orientale, ou encore entre la Suède et la Finlande ou la Norvège.

o Message

Les résultats présentés indiquent que les lectures postulant un conflit intergénérationnel offrent une vision trop schématique des rapports entre générations et de leurs « intérêts » respectifs. Bien que l'analyse ne puisse contrôler avec une précision satisfaisante la situation économique des jeunes adultes, elle suggère d'approfondir les recherches sur les différenciations de classe dans les transitions vers l'âge adulte, qui échappent à une sociologie qui tend trop souvent à considérer la jeunesse comme un tout homogène. Des travaux comparatifs pourraient faire également apparaître une nouvelle diversité mais peut-être aussi de nouveaux rapprochements entre jeunes des différents pays.